



## CSAD 2<sup>nd</sup> degré du 6 MARS 2023

Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

A la veille d'une mobilisation importante que dire de l'anéantissement de nos prédécesseurs, quant à la justice sociale ?

Sous couvert de gauchisation du discours, le ministre et ses congénères font passer en force une retraite dont 7 Français et Françaises sur 10 ne veulent pas, et 93 % des actifs et des actives la rejettent.

Le projet de réforme est au Sénat. Comme prévue par le règlement de cette institution, un seul homme vote pour les LR, démontrant ainsi la philosophie politique de ce projet.

De plus, à coup de rajouts soient disant sociaux, les sénateurs viennent de proposer, subrepticement un amendement donnant la possibilité d'une capitalisation des retraites.

Cette politique volontariste de marchandiser les acquis sociaux s'installe également depuis de nombreuses années dans la Fonction Publique. Nous en voyons les conséquences dans notre système hospitalier depuis des mois. Et nous commençons à subir ces choix dans l'Education Nationale.

Pour l'UNSA EDUCATION, que l'ETAT ne veuille plus permettre l'égalité des chances de tous les élèves, qu'il favorise de plus en plus l'entre-soi par des libertés octroyées à l'enseignement privé (très majoritairement confessionnel), cela est tout simplement intolérable.

Aujourd'hui, dans cette instance, alors que le CSA Académique prévoyait + 5 ETP au collège et +15 ETP au lycée, pour le lycée, le compte n'y est pas.

La fermeture de Quéral entraîne la suppression de 10 ETP.

Alors que les collègues subissent l'absence d'une politique courageuse en termes de moyens concernant l'Inclusion, il aurait été essentiel de permettre une respiration en diminuant le nombre d'élèves par classe.

L'UNSA EDUCATION exige des conditions de travail dignes pour tous et toutes les personnel.les. Car nous sommes intimement convaincus que le bien-être au travail des professionnel.les favorise l'épanouissement et l'apprentissage des élèves.

Nous vous remercions.